

UNE RENCONTRE INTERNATIONALE LUI EST CONSACRÉE À ALGER

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme au menu

Le ministère des Affaires étrangères organise, aujourd'hui 7 et demain 8 septembre, un atelier international sur le thème si brûlant de l'actualité qu'est la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Un atelier de travail qui verra une participation internationale qualitative et diversifiée avec des experts et des fonctionnaires de haut niveau.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Cette rencontre, éminemment thématique, qu'abritera le Palais des Nations, à Club-des-Pins, à Alger, est présidée par le ministre des Affaires étrangères algériennes, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, se tiendra à huis clos, à l'exception de sa séance d'ouverture.

Parmi les participants, on notera la présence de représentants de l'Union africaine, ceux de l'union européenne, mais aussi de ceux des pays membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies, notamment le secrétaire d'Etat adjoint pour la démocratie, les droits de l'Homme et le travail, Tom Malinowski, comme représentant du gouvernement des Etats-Unis.

Troisième du genre qu'abritera l'Algérie, cette rencontre a comme thème exact «le rôle de la démocratie dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme».

Le ministère des Affaires étrangères a précisé, dans un communiqué rendu public hier, que la ren-

contre d'aujourd'hui «intervient dans le sillage des récentes rencontres organisées par l'Algérie et qui avaient porté respectivement tant sur l'expérience algérienne en matière de déradicalisation que sur le rôle de l'internet et des réseaux sociaux dans la lutte contre le cyberterrorisme». De même que, selon le même communiqué, «ces initiatives sont venues appuyer l'action que mène l'Algérie au sein du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCFT) dont elle est membre fondateur et dont elle copréside avec le Canada le groupe de travail sur le Sahel».

Le terrorisme, dont l'Algérie en a souffert durablement à la fin du siècle dernier, est devenu, aujourd'hui, le problème majeur qui menace toute la planète, avec ses manifestations dévastatrices un peu partout dans le monde, de l'Irak aux Etats-Unis, en passant par la Syrie, la Libye, la Tunisie, la France, l'Espagne, etc. Le monde s'est brutalement rendu compte, un certain 11 septembre 2001, que ce qui se passait en Algérie était un vrai génocide mené



Lutte implacable des éléments de l'ANP contre les terroristes.

contre un peuple et son Etat par un terrorisme barbare qui a sa tutelle politique et idéologique. C'est d'ailleurs depuis les attentats du 11 septembre à New York que le «quitte-qui ?» avait perdu son aura et ses soutiens internationaux.

L'islamisme politique avait été enfin désavoué et désigné comme le vrai coupable des massacres qui frappaient l'Algérie et bien d'autres pays encore, y compris les tout-puissants Etats-Unis d'Amérique. Comme le nazisme et le fascisme au siècle dernier, c'est cet islamisme politique qui constitue le socle idéolo-

gique sur lequel ont été bâtis de terrifiants groupes de la mort comme le GIA, l'AIS, le GSPC, puis Al-Qaïda, l'Aqmi et, depuis peu, Daesh ou l'EI. A la base, la radicalisation ou, comme l'appellera un document du ministère des Affaires étrangères, «la logique de l'exclusif».

Le document en question précise en effet que «l'une des principales caractéristiques des idéologies extrémistes qui alimentent et justifient aujourd'hui le terrorisme réside dans la logique de l'exclusif et de l'exclusion, se plaçant ainsi à contresens des valeurs civilisationnelles d'ou-

verture, de tolérance, de dialogue et de coexistence sur lesquelles reposent nos sociétés. La négation de l'autre et de ses opinions devient ainsi les tenants de l'extrémisme et du terrorisme la règle, pour autant que ces opinions ne soient pas convergentes et n'accroissent pas leur propre philosophie, ses fondements et ses objectifs politiques et idéologiques».

Un vrai fléau en fait pour toute l'humanité : «Si elles ne sont pas prises en charge adéquatement et contrecarrées et combattues sérieusement, poursuit le même document, les idéologies extrémistes finiront par menacer non seulement les fondements de nos sociétés, leur stabilité, leur cohésion et leur harmonie, mais par mettre en danger la paix et la stabilité internes et internationales et par engendrer des cycles de terrible violence destructrice.» A juste titre, il est ajouté que «l'histoire récente du siècle dernier avec le nazisme et le fascisme ainsi que les drames que vivent certains pays depuis quelques années maintenant confortent cette triste réalité».

Le problème est très clairement défini : il s'agit, avant tout, de priver le terrorisme de sa source originelle : l'extrémisme, religieux notamment. C'est le défi majeur qui interpelle toute la communauté internationale.

K. A.

LA DÉCLARATION RUSSO-SAUDIENNE ÉTAIT DE COURTE PORTÉE

Les divergences sur l'opportunité du gel du niveau de la production persistent

La déclaration russo-saoudienne sur une éventuelle collaboration pour stabiliser les prix du pétrole a finalement été de courte portée. Les divergences entre les deux pays quant à l'opportunité du gel du niveau de la production ont vite dégonflé le marché.

Les prix du pétrole sont repartis à la baisse hier à Londres et New York. Le baril du Brent pour livraison en novembre a perdu un dollar par

rapport à la clôture de lundi pour s'établir à 46,60 dollars et Light Sweet Crude a enregistré un repli de 10 cents à 44,35.

En effet, le rebond de la veille dans le sillage de la déclaration russo-saoudienne en marge de la réunion du G20 sur une éventuelle collaboration pour stabiliser les prix n'a pas dissipé le scepticisme du marché. Et même si l'Iran a annoncé, par le biais de son ministre du Pétrole, qu'il soutiendrait toute décision des pays producteurs visant à stabiliser les prix, le marché est resté insensible à ces déclarations d'intention.

Les contradictions entre des intérêts aussi bien économiques que politiques et géopolitiques des importants pays producteurs empêchent tout consensus sur la limita-

tion de l'offre sur le marché. Et rien n'augure sérieusement de la limitation de l'offre surabondante sur le marché à trois semaines de la réunion informelle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie (Opep) prévue à Alger en marge d'un forum énergétique.

En tout cas, les deux ministres de l'Energie de ces deux pays ont affiché des positions divergentes quant à l'opportunité d'un gel de la production.

Le ministre russe a indiqué qu'un éventuel gel de la production fera partie des discussions, son homologue saoudien a jugé inutile de le faire. L'annonce russo-saoudienne a donc été jugée mitigée par les analystes du marché et ce scepticisme a vite stoppé le mouvement haussier provoqué la veille.

«La volatilité est susceptible de rester la règle du jeu au moins pour l'instant», ont souligné les analystes de JBC Energy. Même son de cloche du côté de Commerzbank :

«Aucune mesure concrète n'a été décidée pour l'instant, donc rien n'est susceptible de changer à court terme. Les cours pétroliers ont rapidement annulé leurs gains de la veille ce mardi, même si le WTI restait orienté en hausse, dans l'attente du retour des investisseurs américains, absents du marché lundi en raison d'un jour férié.»

Ainsi, les prix du pétrole partent pour rester assez longtemps sous la barre des 50 dollars, vu la stabilité des fondamentaux du marché.

Le ralentissement de la croissance économique mondiale à cause de la baisse de ses moteurs chinois et européen ainsi que l'importance des stocks stratégiques des pays consommateurs, notamment aux Etats-Unis, continuent à plomber les prix.

La surabondance de l'offre est telle que le plafonnement de l'offre à ses niveaux actuels ne suffirait pas à remonter les prix.

L. H.

HAMID GRINE À SIDI-BEL-ABBÈS :

«Le citoyen a droit à l'information fiable»

Dans la journée d'hier, Hamid Grine, ministre de la Communication en visite de deux jours à Sidi-Bel-Abbès, a présidé l'ouverture de la 9^e Conférence citoyenne placée sous le thème «Connaître les médias, le citoyen a droit à l'information fiable», une conférence où s'est relayé un groupe de spécialistes du domaine de la communication dont M^{me} Amina Debbache, P-dg du quotidien *Echaâb*. Cette dernière a eu en charge une communication introductive portant sur «la prestation médiatique au sein du journal *Echaâb*».

Les intervenants se sont étalés sur l'obligation de l'information fiable et fondée, sur la connaissance des médias par le citoyen.

En visite de deux jours lundi et mardi, le ministre a, dans l'après-midi du lundi, procédé au coup d'envoi, à partir de Sidi-Bel-Abbès, de l'opération caritative «Un cartable, un élève, un sourire», organisée par la Radio algérienne avec la participation de la Direction du Croissant-Rouge au profit des élèves issus des milieux défavorisés. M. Grine a également été invité à visiter le site d'implantation de la radio locale dont les travaux sont en cours à la périphérie de la ville de Sidi-Bel-Abbès.

Pour clore sa visite, comme il est d'usage, le ministre a visité la Maison de la presse où il a été accueilli par les journalistes dans la journée d'hier.

A. M.

COUR DE SÉTIF

Trois ans de prison ferme à l'encontre de Slimane Bouhafs

La cour de Sétif a condamné, hier, à trois ans de prison ferme le citoyen Slimane Bouhafs, de confession chrétienne. En détention, pour rappel, depuis le 31 juillet 2016, Slimane Bouhafs a été déjà condamné en première instance au tribunal de Beni Ourlilane, wilaya de Sétif, à 5 ans de prison ferme et à 100 000 DA d'amende sous l'article 144 bis 2 du code pénal, pour une publication de commentaires sur Facebook, et sous l'accusation «d'offense à l'Islam et au Prophète».

La LADDH, tout en exprimant dans une déclaration sa solidarité avec le détenu et sa famille, considère que «l'emprisonnement pour des délits d'opinion ou de culte est un antécédent grave en contradiction avec la Constitution et le standard universel des droits de l'Homme».

La LADDH rappelle dans son document sa requête d'amender l'article 144 bis du code pénal relatif à l'offense contre la religion et les symboles de l'Etat, qui en fait, juge-t-on, «ouvre la voie à toutes les interprétations et abus».

La LADDH indique qu'elle continuera à accompagner la famille de Bouhafs et étudiera toutes les voies et moyens légaux pour sa libération, d'autant que son état de santé ne lui permet pas de subir l'épreuve. «Le maintien en prison c'est mettre sa vie en danger», affirme la LADDH tout en appelant à la solidarité et à la mobilisation auprès de «toutes les victimes de l'arbitraire et du déni de droit».

A. Kersani

PRODUCTION

D'INSULINE

Le partenariat Saidal/Novo Nordisk est toujours en cours

Le projet de partenariat entre le laboratoire Novo Nordisk et le groupe Saidal est toujours en cours, ont affirmé les responsables de la firme danoise. Selon ces derniers, «s'il y a un retard, cela est normal vu la complexité du projet».

La firme internationale qui produit à elle seule la moitié de l'insuline mondiale, réitère son engagement pour l'Algérie. Le laboratoire qui a procédé à l'extension de son usine de production de forme sèche de médicaments antidiabétiques de Tizi-Ouzou, compte également lancer prochainement un nouveau projet de production d'insuline moderne de dernière génération en Algérie pour améliorer la vie des patients.

S. A.